



**PRÉFET
DE SAÔNE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV- *2026-117-3*

Société VALORISATION - BOIS – ÉNERGIE

N° AIOT : 0003300214

Siège administratif et site d'exploitation :

233 rue Reine Lacour

71850 CHARNAY-LES-MACON

**Le préfet de Saône-et-Loire
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 ; L.171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.514-5, R.181-46 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de Monsieur Dominique DUFOUR en qualité de préfet du département de Saône-et-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DCL/BRENV/2019-10-1 du 10 janvier 2019 autorisant l'exploitation d'installations de collecte, transit, tri et broyage de produits forestiers et déchets non dangereux de bois à Charnay-les-Mâcon par la société VALORISATION – BOIS - ENERGIE ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection du 26 février 2026 transmis à l'exploitant par courrier du 24 mars 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis le 24 mars 2026 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé stipule que « Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires... » ;

Considérant que l'article 4 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé stipule que

« I - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :

a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;

b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.

II - L'exploitant détermine les consignes concernant :

- la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ;
- le parcours des rondes et les points d'observation ;
- la formation du personnel concerné ;
- le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ;
- les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. »

Considérant que l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé stipule que « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. » ;

Considérant que l'article 9 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé stipule que « II - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots... [...] »

III - Pour les installations existantes, les prescriptions du II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu. A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet, en fonction de la nature des aménagements sollicités :

- une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur :
- à 8 kW/m², lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ;
- à 5 kW/m², dans les autres cas. »

Considérant que lors de la visite du 26 février 2026, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas équipé les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles de détection automatique de départ d'incendie ;
- l'exploitant n'organise pas de rondes et n'a pas rédigé de consigne à cet effet ;
- l'exploitant n'a pas réalisé de plan de défense contre l'incendie ;
- l'exploitant n'entrepose pas tous les déchets de bois combustibles en îlot de moins de 500 m² ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les articles 3, 4, 5 et 9-II de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2019 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La société VALORISATION_BOIS_ENERGIE dont le siège social est situé 233 rue Reine Lacour _ 71850 CHARNAY-LES-MACON (SIRET : 499 024 560 00033), est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse, de respecter dans un délai de 3 mois :

- l'article 3 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé, en équipant les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles d'une détection automatique de départ d'incendie assurant les fonctions prévues par ce même article ;
- l'article 4 -I et II de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé, en organisant des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal et en rédigeant les consignes qui en détermine les modalités ;
- l'article 5 de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé, en réalisant un plan de défense contre l'incendie ;
- l'article 9-II de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé, en entreposant les déchets combustibles dans des îlots répondant à la définition énoncée à l'article 2 du même arrêté ou en adressant une demande d'aménagement des prescriptions de cet article, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, contenant :
 - une étude d'ingénierie d'incendie spécifique ou une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ou

- une étude de flux thermique démontrant que l'incendie généralisé d'une zone délimitée remplie au maximum de sa capacité n'est pas susceptible de soumettre les zones voisines ou les bâtiments voisins à un flux thermique supérieur :
 - à 8 kW/m², lorsque la zone est protégée par un système d'extinction automatique adapté ou par des moyens d'extinction prépositionnés couplés à une surveillance humaine permanente ;
 - à 5 kW/m², dans les autres cas.

Article 2 -

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Mesures de publicité

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société VALORISATION - BOIS – ENERGIE.

Article 4 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme le maire de Charnay-les-Mâcon M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le **27 AVR. 2026**

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire
Flora SEGUIN

Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a. L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b. La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Aucune de ces voies recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.